

STAY-BEHIND

Londres renoue avec la stratégie de la tension



Les dirigeants de la Coalition ont saisi l'occasion des attentats de Londres pour, une fois de plus, dénoncer un complot islamique mondial et appeler à la guerre au terrorisme. Pourtant les faits parlent d'eux-mêmes : l'opération a été organisée sous couvert d'un exercice anti-terroriste auquel participaient les forces de l'ordre britanniques. Comme dans les années 80 au cours desquelles les services secrets anglo-saxons organisaient des attentats meurtriers en Europe pour inspirer la crainte du communisme, un groupe militaire anglo-saxon active aujourd'hui la stratégie de la tension pour provoquer le « clash des civilisations ».

page 2

Londres : la machine médiatique s'active

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Les attentats de Londres du 7 juillet ont déjà suscité un flot de commentaires alors même que l'enquête n'en est qu'à ses débuts. Pour tous, il ne fait aucun doute que la piste islamiste est à privilégier. Dans la centaine de titres de la presse internationale que nous observons chaque jour, pas un seul texte remettant en cause le consensus sur les auteurs des attentats. Pourtant, de quelles preuves disposent les éditorialistes ?

page 7

REPÈRE : 7 JUILLET 1456

Jeanne d'Arc brûlée, puis réhabilitée

La Guerre dure depuis près de cent ans. Elle oppose les rois de France, qui incarnent un système centralisateur, aux ducs de Bourgogne et aux rois d'Angleterre, partisans d'une autonomie féodale. Jeanne d'Arc, qui défend Charles VII de France au nom de Dieu, est capturée par les Bourguignons et vendue aux Anglais qui la remettent à l'Église. Elle est condamnée, en 1431 pour hérésie et brûlée vive. Cependant, au XIXe siècle, l'historien et propagandiste de la IIIe République, Jules Michelet, réinterprète la légende de Jeanne d'Arc pour en faire un exemple laïque : fille du peuple, elle a défendu sa patrie à la fois contre l'ennemi étranger et contre l'Église catholique. Inquiet du développement de ce mythe anti-clérical, Mgr Dupanloup ne ménage pas sa peine pour récupérer ce symbole. Il dresse le portrait d'une pucelle obéissante et présente ses juges comme des universitaires parisiens en rébellion contre Rome. En définitive, à l'issue d'un accord entre la République et la Papauté, Benoît XV la canonise en 1920. ■



LONDRES : LE MÊME SCÉNARIO SE DÉROULAIT SIMULTANÉMENT SOUS FORME D'EXERCICE !

Le matin du 7 juillet 2005, au moment des attentats de Londres, la société spécialisée en gestion de crise Visor Consultants organisait un important exercice de simulation d'attentats terroristes, au même moment et aux mêmes endroits que les véritables attentats, qui n'est pas sans rappeler les simulations qui ont permis aux auteurs des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington de neutraliser les procédures de sécurité du contrôle aérien.

[Cliquez ici pour visualiser la vidéo et la transcription de l'intervention sur ITV, le jour des attentats, de Peter Power, manager en chef de Visor Consultants.](#) ■

Stay-behind

Londres renoue avec la stratégie de la tension

Les dirigeants de la Coalition ont saisi l'occasion des attentats de Londres pour, une fois de plus, dénoncer un complot islamique mondial et appeler à la guerre au terrorisme. Pourtant les faits parlent d'eux-mêmes : l'opération a été organisée sous couvert d'un exercice anti-terroriste auquel participaient les forces de l'ordre britanniques. Comme dans les années 80 au cours desquelles les services secrets anglo-saxons organisaient des attentats meurtriers en Europe pour inspirer la crainte du communisme, un groupe militaire anglo-saxon active aujourd'hui la stratégie de la tension pour provoquer le « clash des civilisations ».



La compréhension que l'on a d'un événement dépend de son contexte, mais celui-ci est lui-même défini en fonction de notre compréhension antérieure. Si bien que, souvent, ce que nous voyons ne fait que confirmer ce que nous croyons déjà savoir. Ainsi en est-il des attentats survenus à Londres, le 7 juillet 2005 : ils nous confortent dans nos préjugés avec d'autant plus de force que leur violence nous hébète.

Pour les uns, ils montrent une fois de plus que les islamistes veulent détruire la civilisation et, depuis Madrid, s'attaquent désormais à l'Europe ; pour d'autres, ils sont au contraire avec Madrid la sanction du colonialisme de la Coalition ; pour d'autres encore -et je me situe parmi eux-, ils sont une opération de plus

dans la stratégie de la tension que conduit le complexe militaro-industriel anglo-saxon.

Avec une étonnante constance, chaque analyste poursuit son raisonnement depuis le 11 septembre sans que le cours des événements ne l'affecte. Il n'est pourtant guère raisonnable de croire que le temps ne permette pas de trier parmi les hypothèses, ne démente pas l'une ou l'autre d'entre elles.

Examinons la logique interne de ces trois postures.

Pour les dirigeants de la Coalition, et avec eux la classe dominante globale, les attentats de New York (26 février 1993), Riyad (13 novembre 1995), Khobar (25 juin 1996), Nairobi et Dar-es-Salam (7 août 1998), Aden (12 octobre 2000), New York et Washington (11 septembre 2001), Djerba (11 avril 2002), Karachi (8 mai 2002), Karachi (14 juin 2002), Yémen (6 octobre 2002), Bali (12 octobre 2002), Mombasa (28 novembre 2002), Riyad (12 mai 2003), Casablanca (16 mai 2003), Djakarta (5 août 2003), Bagdad (19 août 2003), Riyad (8 novembre 2003), Istanbul (15 et 20 novembre 2003), Erbil (1er février 2004), Madrid (11 mars 2004), Khobar (29-30 mai 2004), Mossoul et Ramadi (24 juin 2004), Djakarta (9 septembre 2004), Sinaï (8 octobre 2004), Djeddah (6 décembre 2004), Mossoul (21 décembre 2004), Manille (14 février 2005), Hilla (28 février 2005) et Londres (7 juillet 2005) sont l'œuvre d'un seul et unique protagoniste : Al Qaïda.

Cette croyance se fonde sur un ensemble de revendications, dont aucune n'a pu être vérifiée.

Devant l'absence d'éléments matériels attestant de l'existence d'Al Qaïda, certains dirigeants de la Coalition en viennent à définir ce concept non comme une organisation structurée, mais comme une idéologie dont se revendiquent des groupuscules épars. Si tel est le cas, il faut admettre qu'il n'y a pas de lien formel entre les 29 opérations citées plus haut, sinon que leurs auteurs respectifs partageraient la même idéologie. Malheureusement ce raisonnement est circulaire : rien ne permet de confirmer cette hypothèse puisque l'on n'a pas identifié les auteurs de la plupart de ces attentats et que l'on ignore tout d'eux.

Des universitaires, dont les recherches sont abondamment financées par les États de la Coalition, ont montré qu'il existe un milieu djihadiste international et qu'il serait possible d'y recruter des exécutants pour ces attentats. Mais il n'a pas été possible de mettre en évidence de liens clairs entre ce milieu et l'ensemble de ces attentats. La difficulté principale provient de ce que ces attentats n'ont rien de commun, hormis leurs revendications non vérifiées. Il n'est pas même certain qu'ils doivent tous être qualifiés de « terroristes ». En effet, loin de viser à semer la terreur parmi les populations, l'attentat contre le destroyer Cole vise une cible militaire, ou celui contre Sergio Vieira de Mello ressort de l'assassinat politique classique. Certains attentats de la liste sont des règlements de comptes entre États rivaux : ainsi l'attentat de Karachi contre des ingénieurs français visait à exclure la France du marché de l'armement pakistanais ; ou celui contre le pétrolier français Limburg au large du Yémen visait à dissuader la France de modifier la destination finale de cargaisons de pétrole.

en bas de page par celui d'un article d'analyse. Celui-ci est placé entre à gauche une manchette pour le supplément en anglais du *Monde* réalisé par le *New York Times* et, à droite, une publicité pour un DVD à la gloire du Mossad.

Les deux autres lectures possibles des attentats de Londres refusent l'amalgame avec la série de violences citée plus haut. Ce n'est pas parce que nous ne comprenons pas bien tous ces événements qu'ils sont nécessairement reliés entre eux.

Pour les opposants à la guerre, ces attentats sont la sanction de l'invasion. Les Espagnols et les Britanniques ont porté la guerre à Bagdad, les Irakiens leur répondent à Madrid et à Londres. Ou plutôt comme il n'y a aucune trace d'Irakiens dans ces événements, des musulmans solidaires des Irakiens frappent des capitales de la Coalition.

C'est possible, mais, dans ce cas précis, l'hypothèse du coup fourré est beaucoup plus probable.

En effet, les attentats de Madrid et de Londres nous rappellent bien plus ceux de Bologne [1], en 1980, que la litanie des exploits du pseudo-Al Qaïda. À l'époque, les réseaux stay-behind de l'alliance atlantique, dirigés conjointement par les États-Unis et le Royaume-Uni, avaient organisé un attentat dans une gare pour provoquer une tension politique favorable à un durcissement du gouvernement italien. Bien sûr, le réseau stay-behind avait agi à l'insu des autorités italiennes, en utilisant des agents au sein des services secrets italiens et en recrutant des exécutants dans les milieux politiques extrémistes.

Les attentats de Londres ont été perpétrés alors que, au même moment et sur les mêmes lieux, se déroulait un exercice anti-terroriste organisé par la société Visor Consultants. Si l'on se réfère au témoignage du directeur de cette société, Peter Power, recueilli par ITV et consultable sur notre site, en cours de manœuvre les responsables ont constaté en salle de commandement que leur scénario se réalisait « pour de vrai » sous leurs yeux. Le déploiement sur place des pompiers, dans le cadre de l'exercice, avant les explosions, explique la rapidité et l'efficacité des secours.

En d'autres termes, si les caméras de surveillance n'ont pas vu de poseurs de bombes, c'est qu'ils évoluaient en uniformes. Or, seul le réseau stay-behind [2] de l'OTAN dispose d'agents au sein de la force publique.

La stratégie de la tension vise à imposer le « clash des civilisations » de manière à obtenir le soutien des Européens aux guerres de la Coalition dans le monde musulman [3]. Elle favorise également le durcissement des démocraties (ici la généralisation du fichage de la population que M. Blair peine à imposer dans son pays et dans l'Union européenne).

En outre, la programmation de ces attentats à une heure de l'ouverture du G8 en Écosse, devait permettre de bouleverser l'agenda du sommet : évacuer rapidement des questions comme la lutte contre le réchauffement climatique ou l'aide au développement de l'Afrique, au profit des affaires sécuritaires. Ce qui a effectivement eu lieu.

Toutefois, en forçant la main des dirigeants du G8, les commanditaires de ces attentats se sont peut-être livrés à une provocation de trop. Des chefs d'État et de gouvernement pourraient considérer qu'ils ont désormais plus d'inconvénients que d'avantages à reprendre à leur compte la rhétorique de la guerre au terrorisme.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] « 1980 : carnage à Bologne, 85 morts », *Voltaire*, 12 mars 2004.

[2] « Stay-behind, les réseaux d'ingérence américains » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 20 août 2001.

[3] Lire *9/11 Synthetic Terror* par Webster Griffin Tarpley, Progressive Press, 2005.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Londres : la machine médiatique s'active

Analyse

Les attentats de Londres du 7 juillet ont déjà suscité un flot de commentaires alors même que l'enquête n'en est qu'à ses balbutiements. Pour tous, il ne fait aucun doute que la piste islamiste est à privilégier, aucune autre ne peut être envisagée. Dans la centaine de titres de la presse internationale que nous observons chaque jour, nous n'avons pas trouvé un seul texte remettant en cause le consensus sur les auteurs des attentats. Pourtant, de quelles preuves disposent les éditorialistes ? De nombreuses tribunes ont été publiées dans la presse matinale du 8 juillet, c'est-à-dire qu'elles ont été rédigées dans les heures qui ont suivi les explosions dans les transports publics londoniens. Dans ces conditions, il ne faut pas voir dans ces analyses des commentaires sur les faits, mais l'illustration des présupposés dominants. Il n'y a pas de place pour la réflexion critique ou le doute méthodologique, seul compte la réaction à chaud et le postulat d'un islam dangereux et agressif en guerre contre l'Occident. Demain, peut-être, une enquête rigoureuse et indépendante pourrait prouver que les auteurs et les organisateurs des attentats de Londres sont bien des islamistes. C'est une possibilité, parmi d'autres. Toutefois, cela ne légitimerait en rien le travail des commentateurs puisque ce qu'ils écrivent depuis l'attentat ne se fonde sur aucun élément concret. Les seules sources de leur certitude sont leurs visions de l'islam et les déclarations de Tony Blair prononcées quelques heures après les explosions, là aussi avant toute enquête approfondie : c'est-à-dire leurs préjugés et leur soumission au pouvoir en place.

Comme toujours suite à des attentats, c'est la piste Al Qaïda qui est privilégiée. Mais qu'est-ce que cette organisation exactement ? L'islamologue autrichien, expert auprès de la Commission européenne, Walter Posch, s'interroge dans *Der Standard* sur la signification aujourd'hui du sigle « Al Qaïda », encore

largement utilisé par les médias. Que recouvre-t-il ? L'auteur présente cette structure comme une organisation informelle ne contrôlant pas tous ceux qui se réclament d'elle et agissent en son nom. Bref, il s'agirait d'une « franchise », mais pas d'une structure bien définie. Notons que cette vision a aujourd'hui la faveur des experts depuis que le mythe d'une superstructure islamiste globale s'est effondré. En effet, comment imaginer une organisation pyramidale échappant à toute recherche maintenant que le mythe des bases secrètes ultrasophistiquées de Tora Bora en Afghanistan a été balayé ? Toutefois, cette vision d'Al Qaïda conduit logiquement à poser une autre question : si Al Qaïda n'est qu'un sigle dont on peut occasionnellement se réclamer, peut-on vraiment affirmer qu'Al Qaïda existe ?

Les faucons ne se posent pas cette question. Sans surprise, les relais traditionnels des néo-conservateurs ont très vite martelé dans la presse internationale que cet attentat démontrait une fois encore l'importance de la guerre au terrorisme islamique. Il aurait été trop long et fastidieux de relever l'intégralité de leurs interventions. De Pascal Bruckner dans *Le Figaro* [1] à Amir Taheri dans le *Times* de Londres [2] en passant par tous les analystes du cabinet de relations publiques Benador Associates, la presse *Mainstream* est submergée d'appel à l'intensification de la guerre aux terroristes, terroristes qui, bien évidemment, ne peuvent être que musulmans. Le penseur islamophobe et administrateur de l'U.S. Institute of Peace, Daniel Pipes, donne le ton de l'offensive médiatique. Dans le *New York Sun* (dès le lendemain de l'attentat) puis dans le *Jerusalem Post* et le *Chicago Sun-Times* les jours suivants, il dénonce, comme à son habitude, la passivité occidentale face aux « militants de l'islam ». Trop longtemps, le Royaume-Uni a toléré les islamistes sur son territoire, espérant ainsi empêcher des attentats sur son sol. Aujourd'hui, cet accord est remis en cause par les nouvelles législations antiterroristes adoptées après le 11 septembre. Ces attentats sont la preuve qu'on ne peut pas longtemps jouer l'apaisement avec les islamistes.

Aux États-Unis, c'est essentiellement le *New York Times* qui a mobilisé les analystes sur la question des attentats. La grande question est de savoir l'impact que ce crime peut avoir sur les États-Unis.

Pour Peter Bergen, auteur d'un best-seller sur Al Qaïda, les attentats de Londres démontrent qu'aujourd'hui, le « péril islamiste » qui menace les États-Unis vient d'Europe. Les musulmans européens cèdent aux sirènes de l'islamisme et compte tenu de leur nationalité, ils peuvent entrer facilement sur le sol états-unien. L'auteur appelle donc à une réforme de la politique de visas vis-à-vis de l'ensemble des pays d'Europe. Peter Bergen ne prend pas en compte dans son analyse que les autorités états-uniennes récupèrent les dossiers de la plupart des passagers des avions atterrissant sur leur sol. Même le chanteur Yusuf Islam/Cat Stevens n'avait pu entrer sur le territoire des États-Unis. Ce qui importe, c'est de présenter toutes les populations musulmanes, y compris celles européennes et occidentales, comme un danger. Le même jour, l'ancien conseiller de Madeleine Albright, Thomas L. Friedman, dénonce les dirigeants musulmans qui refuseraient de condamner les attentats. Il s'agit d'une fable, de nombreux leaders religieux condamnant globalement tous les crimes commis contre les civils. Toutefois, pour l'auteur, il existe une « culture de mort » dans la société musulmane qui nuit aux relations entre l'islam et l'Occident et c'est, avant tout, aux musulmans de la combattre.

Toujours dans le *New York Times*, puis dans l'*International Herald Tribune*, l'ancien directeur des programmes de renseignement au Conseil de sécurité national états-unien, Philip Bobbitt, insiste sur la spécificité de la guerre au terrorisme. Elle n'a rien de comparable avec les autres, elle nécessite donc une nouvelle approche et non une reprise des politiques qui ont été menées avec succès par le passé contre d'autres groupes terroristes, tel l'IRA. Bien que l'auteur ne le précise pas de façon explicite, cette dimension exceptionnelle de l'événement, avec l'exagération de la menace, est l'argument favori de ceux qui réclament l'adoption de lois d'exception et la remise en cause des libertés et du droit international.

Est-ce ce que veut également le chef de l'Unité française de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat), le commissaire divisionnaire Christophe Chaboud ? C'est ce qu'on peut se demander à la lecture de l'interview qu'il a accordé au *Monde*, texte que le journal de référence des élites française a mis en bonne place dans son dossier sur les attentats sur son site internet. M. Chaboud s'alarme de la menace islamiste en Europe en se faisant le relais d'une propagande parfois bien éculée. On est surpris des propos tenus par un responsable officiel français sur cette question. En effet, l'auteur s'inquiète de la possibilité d'un attentat nucléaire, bactériologique ou chimique en Europe et affirme que de la ricine a circulé en Europe occidentale. Or, les deux fois où cette hypothèse a été évoquée, elle a été démentie. Ce fut le cas d'une soi-disant cellule d'Al Qaïda en préparant à Londres et lors d'une prétendue découverte dans la Gare de Lyon en France. Si ce n'est pas de cela dont il traite, de quoi parle-t-il ? L'auteur affirme également pour étayer son propos qu'il existait un laboratoire préparant des produits toxiques dans le Nord-Est de l'Irak. Cet exemple est repris du rapport de Colin Powell devant le Conseil de sécurité de l'ONU avant la Guerre d'Irak et n'a jamais été démontré. Au contraire, cette piste est d'autant plus douteuse que ce laboratoire était censé se trouver dans un territoire contrôlé par les Kurdes alliés à Washington. En outre, les photos présentées au Conseil de sécurité de l'ONU démontraient que les États-Unis connaissaient l'emplacement de ce fameux camp et aurait pu le détruire en le bombardant sans difficulté s'il avait représenté un vrai danger, ce qui ne fut pas fait. A aucun moment ces éléments ne sont critiqués par l'intervieweur. Enfin, pour le commissaire Chaboud, l'Irak est devenu le centre du jihad mondial. Il accrédite donc la thèse des néo-conservateurs assimilant toute la résistance irakienne aux islamistes et les plaçant tous sous la direction de Zarkaoui, lui même désigné comme le dirigeant d'Al Qaïda pour l'Irak. Or, aucun de ces éléments n'est démontré. Devant autant d'approximations, on peut surtout s'interroger sur les intentions de M. Chaboud quand il agite une menace en se fondant sur des éléments de propagande. Pourquoi vouloir à ce point insister sur la menace en Europe ?

Quoi qu'il en soit, beaucoup en Europe s'interrogent sur la probabilité d'être à leur tour frappés par un attentat.

Dans *Der Standard*, le président de la République autrichien, Heinz Fischer, s'interroge sur les risques pour son pays et sur la neutralité autrichienne. Il estime également que le droit international est aujourd'hui en danger, menacé par des États, qu'il s'abstient de nommer, qui veulent imposer le droit du plus fort. Craignant une accentuation de ce problème après les attentats de Londres et se méfiant des réactions, il affirme qu'il faut éviter toute confrontation avec

l'islam. En Allemagne, l'éditorialiste et producteur de télévision, Friedrich Küppersbusch, consacre sa chronique dans le *Tageszeitung* aux risques d'attentats dans son pays. Il critique ses compatriotes qui estiment qu'ils sont en sécurité car eux ne participent pas à l'offensive en Irak et leur rappelle que l'Allemagne pourrait être touchée en raison de son implication en Afghanistan. Il prétend même que son pays sera forcément touché, tôt ou tard.

De son côté, dans *The Guardian*, le rédacteur en chef adjoint du quotidien *El Mundo*, Victor de la Serna, prévient les Britanniques, et les éventuelles prochaines cibles d'attentats, des risques de division qui peuvent advenir à la suite de ces événements. Aujourd'hui, affirme-t-il, l'Espagne est divisée entre conservateurs et socialistes selon des lignes de fractures comparables à ce qu'a connu l'Espagne sous le franquisme. Cette division est née à la suite des attentats et de leur utilisation par les principaux partis. Aujourd'hui, toute la lumière n'a pas été faite sur ces crimes, mais les partis se déchirent.

Dans le même quotidien, l'ex-ministre britannique, Robin Cook, se présente sur une ligne assez ambiguë. En effet, il affirme qu'au moment où il écrit son texte, on ne peut accuser encore personne. Il s'agit là d'une réflexion de simple bon sens. Toutefois, partant du postulat qu'une bonne partie de la presse va bientôt accuser des terroristes islamistes d'être responsables de l'attentat, il tient à expliquer comment, selon lui, le G8 peut combattre le terrorisme islamiste par la coopération avec le monde musulman. Ce faisant, il accrédite implicitement la thèse islamiste dont il prétendait pourtant tacitement se démarquer.

Réseau Voltaire

[1] « Gare à la rhétorique de l'apaisement ! », *Le Figaro*, 9 juillet 2005.

[2] « And this is why they did it », *Times*, 8 juillet 2005.

Walter Posch

Walter Posch est islamologue et expert en fondamentalisme à l'Institut d'étude sur la sécurité de la Commission européenne à Paris et à l'Académie de défense nationale de l'armée fédérale autrichienne.

« Les semis commencent à lever doucement »

Source : Der Standard (Autriche)

Référence : « Die Saat geht jetzt langsam auf », par Walter Posch, *Der Standard*, 8 juillet 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'Europe est depuis longtemps la cible de groupes terroristes, ce que nous ne savons c'est dans quelle mesure des structures sont liées entre elles. On doit se représenter Al Qaïda comme une entreprise franchisée plutôt que comme une organisation fermée. La marque déposée Al Qaïda est devenue attractive. Il est invraisemblable qu'il s'agisse de nouveau de gens qui sont passés dans les camps en Afghanistan et qui sont adeptes de Ben Laden. Celui-ci et Ayman Al Zawahiri

sont marginalisés. Ils servent de catalyseur à des gens qui sympathisent avec eux depuis longtemps.

La marque Al Qaïda a déjà été revendue et il n'y a pas de grand coordinateur, il y a des petites unités, ce qui les rend plus dangereuses. Je pense que la thèse de certains experts en terrorisme selon laquelle les messages de Ben Laden font partie d'un cycle est légitime, bien que je n'y adhère pas. Cela signifierait que Ben Laden tire toutes les ficelles et je pense que les groupes sont plus autonomes. Cela était valable pour le 11 septembre, pour les attentats contre les ambassades en Afrique et pour le navire « Cole », il n'a désormais plus de refuge où tout préparer. Il se peut qu'il y ait des cycles d'alertes sur Internet que nous n'avons pas encore compris.

Il y a deux thèses chez les Anglais : l'une selon laquelle les attentats permettront de démanteler Al Qaïda un peu plus en profondeur, l'autre qui voudrait qu'il s'agissait des dernières actions horribles car le réseau est déjà anéanti et les cellules restantes sont nouvellement formées. Je pense que les membres de l'organisation se sont dispersés. Certains groupes locaux ont été identifiés, je me demande dans quelle proportion. Je ne pense pas que ce réseau terroriste puisse miner durablement la société et vaincre mais ils resteront dangereux pendant un certain temps. Nous avons appris, nous sommes plus prudents plus imaginatifs.

Daniel Pipes



Administrateur de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes est le fondateur du Middle East Forum et l'auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates. Pour une biographie détaillée, voir l'enquête que le Réseau Voltaire lui a consacrée.

« La fin de l'accord de sécurité britannique avec les islamistes »

Source : Jerusalem Post (Israël)

, New York Sun (États-Unis)

, Chicago Sun-Times (États-Unis)

Référence : « British Covenant of Security With Islamists Ends », par Daniel Pipes, *New York Sun*, 8 juillet 2005.

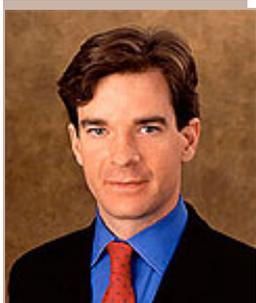
« London becomes an 'abode of war' », *Jerusalem Post*, 10 juillet 2005.

« Britain no longer enjoys 'covenant of security' », *Chicago Sun-Times*, 10 juillet 2005.

A entendre les dirigeants islamistes vivant à Londres, il ne faisait pas de doute que les attentats contre la Grande Bretagne étaient imminents. C'était ce qui ressortait notamment des déclarations de Sayful Islam, le dirigeant de la section de Luton d'Al-Muhajiroun, une organisation islamiste. Pourtant depuis longtemps, il existait un accord tacite entre les islamistes et le gouvernement britannique, fort bien étudié par Mohamed Sifaoui. Selon cet accord, les islamistes avaient le droit de préparer des attentats à Londres pourvu qu'ils ne touchent pas le Royaume-Uni. Ainsi, cet accord permettait d'accroître la sécurité du pays tout en en faisant payer le prix aux États étrangers. Pendant longtemps, les islamistes qualifièrent cette situation d'« accord de sécurité ». Toutefois, l'accord cessa avec l'adoption de législations anti-terroristes après le 11 septembre. Dès lors, la Grande Bretagne fut considérée comme une « terre de conquête » pour les Musulmans. Pour rétablir « l'accord de sécurité », les Britanniques auraient dû annuler la législation en question et libérer des

détenus. Comme Londres n'a pas cédé, les islamistes ont mis fin à l'accord de sécurité. Espérons qu'ils marqueront aussi la fin de l'ère de l'innocence et que les autorités britanniques vont maintenant commencer à anticiper le terrorisme au lieu d'attendre d'en devenir les victimes.

Peter Bergen



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi l'analyste expert en terrorisme de CNN.

« Notre allié, notre problème »

Source : New York Times (États-Unis)

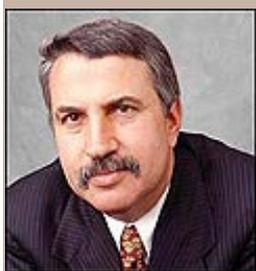
Référence : « Our Ally, Our Problem », par Peter Bergen, *New York Times*, 8 juillet 2005.

Alors que le choc de l'attentat de Londres, hier, résonne encore dans l'Atlantique, une donnée devient claire : les États-Unis doivent avant toute chose se méfier des citoyens britanniques plutôt que les cellules dormantes sur leur propre sol ou les élèves des madrasas. Depuis les attentats du 11 septembre, les exemples de citoyens britanniques planifiant ou commettant les attentats ne manquent pas.

Pourquoi tant de terroristes viennent-ils de Grande Bretagne ? Beaucoup de Britanniques musulmans sont jeunes et mal intégrés dans la société britannique. Ils sont en colère et cela les rend vulnérables aux dérives extrémistes. D'après un sondage, 80 % d'entre eux estiment que la guerre au terrorisme est en réalité une guerre à l'islam et 13 % jugent qu'une nouvelle attaque contre les États-Unis serait justifiée. On estime qu'entre 10 000 et 15 000 musulmans britanniques sont des partisans de Ben Laden.

La grande permissivité des lois britanniques sur le droit d'asile et les règles concernant nos visas en direction de ce pays nous mettent en danger. En effet, il est facile pour les résidents du Londonistan de pénétrer sur notre sol sans vérification au Consulat. Beaucoup d'autres pays européens ont des cellules dormantes. La population européenne diminue et elle est remplacée par des populations musulmanes. Il faut donc revoir notre politique de visas.

Thomas L. Friedman



Ancien conseiller de Madeleine Albright, Thomas L. Friedman est éditorialiste au *New-York Times*, spécialisé dans les

« Si c'est un problème musulman, il a besoin d'une solution musulmane »

Source : New York Times (États-Unis)

Référence : « If It's a Muslim Problem, It Needs a Muslim Solution », par Thomas L. Friedman, *New York Times*, 8 juillet 2005.

Les attentats de Londres d'hier sont troublants car, compte tenu de nos rapports avec le Royaume-Uni, c'est comme si nous avions été nous même touchés. En outre, les attentats auraient été commis par des kamikazes. Or,

affaires internationales. Il a reçu le prix Pulitzer 2002. Connu pour son soutien à une politique militaire états-unienne agressive, il avait estimé que la France était désormais l'ennemi des États-Unis après l'invasion de l'Irak par la Coalition anglo-états-unienne.

cette arme jihadiste sape les fondements de nos sociétés ouvertes : la confiance. Les attentats d'hier nous rendent un peu moins libres.

Toutefois, l'aspect le plus important de ces attentats est qu'il s'agit d'un problème de civilisation. Après ces attentats, chaque musulman devient un suspect. Les relations entre les populations musulmanes et l'Occident se tendent et c'est ce que voulait Ben Laden. Les attentats de Londres créent une situation d'autant plus critiques qu'il n'y a pas, contrairement à l'après 11 septembre, d'ennemi à combattre clairement identifiable.

Il est essentiel que les musulmans combattent leurs propres extrémismes. Il faut que les musulmans reconnaissent qu'il y a une culture de mort chez eux. S'ils ne combattent pas ce cancer, c'est toute la relation entre l'islam et l'Occident qui en sera affectée. Il s'agit d'un problème culturel de l'islam. Londres, Paris, Riyadh, Bali ou le Caire ne seront pas en sécurité tant que les responsables musulmans ne délégitimeront pas les extrémistes.

Philip Bobbitt



Professeur de droit à l'université du Texas, Philip Bobbitt est ancien directeur des programmes de renseignement au National Security Council. Il est l'auteur de *The War Against Terror*.

« Faire face au jihad, se souvenir du blitz »

Source : International Herald Tribune (France)

, New York Times (États-Unis)

Référence : « Facing Jihad, Recalling the Blitz », par Philip Bobbitt, *New YorkTimes*, 10 juillet 2005

« Facing jihad, recalling the blitz », *International Herald Tribune*, 11 juillet 2005

Avec leur endurance et leur bravoure coutumière, les Britanniques n'ont pas tardé à reprendre les transports en commun dans Londres. Toutefois, il leur faudra plus de temps pour tirer les leçons de ce qui s'est passé jeudi.

Il est surtout important de ne pas analyser le nouvel événement en le comparant à ce qui semble familier. On pense connaître les attentats de Londres car on a vécu les attentats de l'IRA, on pense connaître la guerre en se souvenant des bombardements de la capitale britannique lors de la Seconde Guerre mondiale, on se dit qu'avoir la même attitude qu'auparavant nous permettra de parvenir aux mêmes résultats. Mais si on regarde bien, vaincre les terroristes en Irak demande plus de troupes que de battre Saddam Hussein. Nous faisons face à un nouveau type de guerre et on comprend en voyant Ben Laden ou les Talibans qu'on n'a pas affaire au Sinn Fein et à Jerry Adams. Les attentats de Londres sont comparables aux attentats de Madrid même s'ils ont fait moins de morts. Ils visaient à produire un effet politique. Les événements de jeudi sont le prix à payer pour résister au terrorisme, aux régimes théocratiques et aux tyrans qui cherchent à acquérir des armes de destruction massive. La leçon à tirer de ces attaques est que nous devons être prudents et vigilants.

Ancien responsable de la lutte anti-terroriste à la Direction de la sécurité du territoire (DST), le service de contre-espionnage français, le commissaire divisionnaire Christophe Chaboud est le chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat).

« L'Irak a relancé la logique du combat total contre l'Occident »

Source : Le Monde (France)

Référence : « L'Irak a relancé la logique du combat total contre l'Occident », par Christophe Chaboud, *Le Monde*, 12 juillet 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je reviens de Londres où j'ai pu observer le sang-froid mais aussi la grande préoccupation de mes collègues britanniques. Nous savions que les attentats de Madrid constituaient le début d'une vague de frappes, heureusement déjoués par nos collègues espagnols. Nous étudions un scénario similaire au Royaume-Uni. Ces attentats ne sont pas une surprise, ils étaient inévitables.

L'enquête est difficile à mener compte tenu de l'emplacement des bombes. La nature des explosifs paraît militaire, ce qui est inquiétant car cela suppose un approvisionnement par le marché noir ou des complicités dans une base militaire. Il n'y a pas en revanche de traces d'éléments nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique même si la menace est réelle. On sait que des substances telle que la ricine a circulé en Europe et que des expérimentations ont eu lieu en Afghanistan, en Géorgie ou dans le Nord-Est irakien.

Actuellement, il est trop tôt pour se prononcer sur l'identité des auteurs mais la ressemblance avec les attentats de Madrid ou ceux qui ont frappé Paris en 1995 et 1996 est frappante. Il faut, selon moi, enquêter dans trois directions : les Moyen-Orientaux, les Pakistanais et les Nord-Africains. Mohamed Al-Guerbouzi, un des fondateurs du Groupe islamique combattant marocain (GICM), était dans le collimateur depuis longtemps, puisqu'un mandat d'arrêt international a été émis contre lui par le Maroc. Mais aucun élément ne permet pour l'instant de l'incriminer.

En France, nous craignons un rapprochement entre Zarkaoui, en Irak, et la direction du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Algérie, deux groupes voulant internationaliser le jihad. Pour le GSPC, la France est un soutien du régime d'Alger, elle est donc une cible prioritaire. L'Irak est central aujourd'hui dans le jihad mondial. Dans l'histoire récente, a-t-on déjà vu un pays dans lequel des attentats font tous les jours des dizaines de morts, où se développe aussi vite une exaltation du martyr, qui fait basculer les gens dans l'action ? Au total, une vingtaine de Français sont partis là-bas. Certains ont été tués ou faits prisonniers, d'autres ont disparu ou sont revenus sur notre territoire. Pour toutes ces raisons, il faut bien comprendre que ce qui concerne les Anglais nous concerne aussi directement.

Heinz Fischer

Membre du parti social démocrate d'Autriche (SPO), Heinz Fischer est le Président de la république autrichien.

« Ne pas se diriger vers une guerre de religions »

Source : Der Standard (Autriche)

Référence : « Nicht auf einen Krieg der Religionen hinsteuern », par Heinz Fischer, *Der Standard*, 11 juillet 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La paix consiste à résoudre les problèmes sans violence et sans revenir sur les normes conventionnelles. Ce que nous appelons État de droit, c'est une vie en commun selon des règles du jeu bien définies. C'est valable sur le plan national, ça devrait l'être sur le plan international. Ce n'est pas le droit du plus fort qui prévaut, certaines organisations internationales ont une sorte de monopole de la force. Un conflit entre deux pays doit être résolu par une organisation du type des Nations Unies que l'Autriche doit soutenir. Je ne proposerai pas le modèle de neutralité autrichien à l'Europe, il a ses raisons historiques spécifiques, la neutralité n'est pas un produit qui s'exporte. Il n'est pas paradoxal que l'Autriche puisse participer à des interventions grâce à sa qualité de membre de l'Union européenne, ce ne sont cependant que des opérations de paix. Je demanderai que cela ne soit fait qu'avec un mandat de l'ONU. Le parlement a la possibilité de se prononcer à ce sujet.

J'ai déclaré qu'il ne doit pas y avoir d'utilisation démesurée de la force mais je ne voudrais pas qu'on interprète ça mal. Nous devons bien sûr assurer la sécurité de nos concitoyens, cependant nous devons garder la tête froide et ne pas nous diriger vers une guerre des civilisations ou des religions. Comme l'on rappelé le ministère de l'Intérieur et d'autres instances, la menace est moins prégnante chez nous. Je pense comme **Tony Blair** que nous n'avons pas besoin de haine maintenant, nous avons besoin d'espoir.

Friedrich Küppersbusch

Ancien présentateur de télévision, désormais producteur et directeur de la société Probono, Friedrich Küppersbusch tient une rubrique du *Tageszeitung* intitulée « Comment allez-vous M. Küppersbusch ? ». Il produit entre autres l'émission *Maischberger* de la chaîne N-TV.

« Comment allez-vous M. Küppersbusch ? »

Source : Die Tageszeitung (Allemagne)

Référence : « Wie geht es uns, Herr Küppersbusch ? » par Friedrich Küppersbusch, *Die Tageszeitung*, 11 juillet 2005. Ce texte est adapté d'une interview dont nous n'avons repris que ce qui concerne les récents attentats de Londres.

Après les attentats on a pu entendre en Allemagne « quelle bonne chose que nous ne soyons pas en Irak ». Nous sommes cependant en Afghanistan. Savoir si c'est moral ou non, c'est l'histoire qui en décidera. Le réflexe moral correct, celui de dire que nous devrions vivre un tel meurtre de masse en Allemagne

pour ne pas avoir l'air si hypocrite, serait une pensée des plus inhumaines. L'expérience allemande spécifique de la terreur démontre que l'initiative Kinkel [1] et le refus de l'escalade étaient la plus efficace parmi toutes les mauvaises solutions.

La réaction de Schilly [2] : « Ici aussi il y a un danger latent même s'il n'est pas aigu » a été considéré par tous comme avisée et prudente.

On va maintenant entendre en Allemagne que les musulmans doivent se démarquer. Cela me rappelle l'appel aux catholiques allemands demandant de prendre leurs distances vis à vis des attentats en Irlande du Nord. Soit nous adhérons à cette thèse qui veut cette terreur qui utilise l'Islam comme justification n'a en fait rien à voir avec l'Islam, soit nous optons pour la guerre de religions, ce qui réjouirait sûrement les terroristes.

[1] Ancien président du Parti libéral démocrate

[2] Ministre de l'Intérieur allemand

Victor de la Serna

Victor de la Serna est rédacteur en chef adjoint du quotidien espagnol *El Mundo*. Au lendemain des attentats de Madrid du 11 mars 2004, il avait soutenu José-Maria Aznar, estimant lui aussi que ETA était le responsable probable de l'attentat.

« L'horreur disparue de Madrid »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « Madrid's vanished horror », par Victor de la Serna, *The Guardian*, 8 juillet 2005.

Les ressemblances entre les attentats de Madrid et ceux de Londres sont si évidentes que tout commentaire paraît superflu. En réalité, les différences entre ces évènements sont peut-être plus révélatrices que les points communs. En Espagne, ces attentats eurent lieu quelques jours avant les élections du 14 mars 2004. Les sondages annonçaient la victoire de José-Maria Aznar et du parti populaire mais c'est le Parti socialiste espagnol qui l'emporta et cela a affecté la perception de l'événement. Seize mois après les faits, une commission parlementaire espagnole a étudié les évènements en se concentrant sur les politiques du gouvernement Aznar. Les socialistes reprochent à ce dernier d'avoir désigné trop vite l'ETA pour des raisons électorales. Les conservateurs se concentrent pour leur part sur la défense de leur bilan et s'interrogent sur les zones d'ombre autour des liens entre l'ETA et les terroristes et entre les suspects et les services secrets marocains.

Dans le même temps, l'enquête avance à un rythme d'escargot, sans doute à cause de l'explosion qui a tué les principaux suspects dans la banlieue de Madrid. Les personnes qui ont été arrêtés n'avaient pas les compétences pour planifier les attentats. L'enquête patine et l'attentat n'a fait qu'attiser les tensions et les divisions sociales dans la société espagnoles.

Robin Cook



Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« La lutte contre le terrorisme ne peut pas être gagnée par des moyens militaires »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « The struggle against terrorism cannot be won by military means », par Robin Cook, *The Guardian*, 8 juillet 2005.

Comme l'a montré la Chambre des Communes britannique, la réponse immédiate à une tragédie comme les attentats de Londres doit avant toute chose être l'empathie pour les victimes et leurs proches. Ils subissent une épreuve très douloureuse et ce d'autant plus qu'il est difficile d'expliquer pourquoi cela est arrivé. Qui pourrait affirmer que ce carnage aveugle sert une cause ? Au moment où j'écris ces lignes, aucun groupe n'a expliqué pourquoi il avait commis ces attentats. Il n'y a aucune raison si ce n'est un fondamentalisme aveugle. Dans ces conditions, combattre le terrorisme, c'est aussi combattre l'idée insensée selon laquelle des personnes de différentes religions ou de différentes ethnies ne peuvent pas vivre ensemble.

En l'absence de quiconque à accuser formellement, nous allons être assailli par les articles sur la menace de l'islam militant. Pourtant, Ben Laden n'est pas plus un représentant de l'islam que Mladic n'était un représentant du christianisme quand il a massacré 8 000 musulmans à Srebrenica. Ben Laden est un ancien agent de la CIA qui s'est retourné contre l'Occident. Concevoir la guerre au terrorisme comme une guerre qui peut être gagnée par des moyens militaires est une erreur. Il faut isoler les terroristes du reste de la population en faisant la promotion de la coopération avec le monde musulman.

Le G8 n'est pas la meilleure organisation pour organiser cette coopération car il ne comprend aucun État musulman mais il peut lancer des programmes contre la pauvreté qui peut aider à lutter contre le fondamentalisme.